



JOHANNESBOURG. J'en suis revenu. Et je n'en reviens pas. Le Sommet mondial pour le développement durable s'y est clôturé, il y a deux mois déjà, sous les huées de la majorité et les vivats de quelques naïfs ou inconséquents. Et pour cause. La triste notoriété du réchauffement climatique n'a pas ôté la frilosité des tireurs de ficelles au long cours. Résultat? Un grand panier de bonnes intentions, sans objectifs chiffrés et datés, ou si peu.

Inutile de faire ici le tour d'horizon exhaustif du bien mal

Sauve qui veut !

Les rues sales de la township défilent sous mes pieds. Les sourires éclatants de ses enfants se figent dans mes yeux. Comment font-ils? Une bouteille de lait, quatre bouchons, un fil de fer et l'affaire est faite. Ils s'amuseront avec leur voiture de petite fortune jusqu'à la fin du jour. Autour d'eux, les taudis se superposent. Un univers de tôles et de briques décrépies. Le soir, ils rentreront à la maison, une cabane de dix mètres carrés dans laquelle ils s'endormiront avec toute leur famille.

Je connaissais les chiffres : la moitié des six milliards d'habitants de la planète doit se contenter de moins de deux euros par jour.

J'ignorais leur vie. Je l'ignore d'ailleurs toujours, je peux juste me l'imaginer davantage. Je me sens mal, un sentiment confus d'impuissance, de culpabilité, de dégoût et d'admiration.

Heureusement, à quelques minutes de là, dans le palais de marbre du *Convention Center*, des bureaucrates au trois pièces tirés se sont engagés à faire de l'éradication de la pauvreté l'objectif phare de leur sommet. Les laissés-pour-compte du Sud ou de l'Est ont de la chance, l'Union européenne s'est déjà engagée à faire passer son aide publique au développement des 0,22 % actuels de son Produit Intérieur Brut à 0,39 % pour l'horizon 2006. Les États-Unis, eux, promettent de dépasser les 0,10 %.

Quelle farce! En 1972, tous les pays du Nord s'étaient engagés à consacrer 0,7 % de leur PIB à aider ces pays qu'ils avaient colonisés pendant des décennies, et sur le dos desquels ils s'étaient développés. L'objectif était déjà indécent. Aujourd'hui, on passe à peine les 0,2 %, soit 53 milliards de dollars.

À titre de comparaison, le poids de la dette des pays en développement est plus ou moins de 350 milliards de dollars. Un montant équivalent est consacré aux subsides à l'agriculture des pays développés, histoire de leur permettre d'inonder les marchés du Sud. Le budget américain de la défense s'élève quant à lui à environ 450 milliards. La chute boursière de Wall Street au lendemain du 11 septembre : 1000 milliards de dollars.

Qui dit moins bien?

CD

Johanne

Faussé par de tro

Le Sommet de la Terre s'est clôturé début septembre. On déconvenue dans dix ans, quelles leçons devons-nous

nommé « plan d'action » concocté lors du Sommet de la Terre. Beaucoup s'en sont déjà fendus, et les discussions de café en ont fait leur pitance saisonnière.

Mais, au-delà des décisions et déclarations politiques, le mode de fonctionnement même d'un tel Sommet pose question. Pour ne pas vivre les mêmes carences lors du prochain Rio + 20, il faudra revoir sa copie.

Fossé entre le Nord et le Sud

Plantons le décor de ce qui n'est hélas pas une fiction.

À la table de négociation, un latino barbu représente à lui seul les quelque 130 pays en voie de développement et leurs trois milliards d'habitants. Il loge dans un motel miteux, à deux heures de route de là. Parce que deux nuits dans l'un des hôtels dorés pris d'assaut par les délégations occidentales mangeraient l'entièreté de son salaire mensuel de Ministre.

Pour l'aider à faire valoir la position de son pays lors des dizaines de négociations qui se déroulent simultanément dans le Centre de Convention, il s'est fait accompagné de... cinq délégués. Ah oui, j'oubliais la représentante de la société civile, une femme passionnée dont le village a dépensé plus d'argent pour la faire venir et pour payer ses badges d'accès que le salaire annuel de tous ses habitants.

Face à lui, un roux aux épaisses lunettes et à la cravate trop serrée. Son poids, autrement plus conséquent, ne se mesure pas à la taille de son ventre bombé. Il représente un seul pays : les États-Unis, et ses presque trois cents millions d'habitants. Le prix de sa chambre? 200 euros la nuit. Sa délégation? Plusieurs centaines d'experts analysant la moindre virgule de tout texte produit et négocié. La France, avec ses 500 délégués, n'est pas plus mal lotie. Ni la Belgique avec ses 70 émissaires tous frais payés.

Fossé entre chefs d'État, experts, et société civile

Imaginez des centaines d'experts de tout poil négociant et analysant chaque mot de chaque article de chaque texte. Ils récoltent durant deux semaines le fruit d'années d'études et d'expériences. Ils sont entre eux, discutent de ce qu'ils connaissent, de leur domaine de spécialisation, par exemple la biodiversité. Certes, ils ne parviennent toujours à un accord, mais ils savent pourquoi : tous n'ont pas les mêmes convictions, les mêmes exigences, le même environnement.

Puis arrivent les super-stars entourées de leur cordon de sécurité blindé. Ce sont les chefs et sous-chefs d'État qui, en deux jours, expédieront les points restés en suspens par faute de consensus. Je te donne la biodiversité si tu me donnes les conditions sociales du travailleur, je te donne l'eau si tu me donnes l'énergie.

Et la société civile là-dedans? Elle se réunit, quand elle en a les moyens, et crie son avis, qu'elle pense être le bon. Elle grogne sur ces « fat-cats » qui marchandent l'avenir de leur planète. Monde économique, agriculteurs du sud, environnementalistes du nord, chacun presse dans son sens, en espérant que là-haut, la balance penchera de son côté. Si ce n'est pas le cas, le gouvernement devra s'en expliquer. Ah si j'étais Président! Euh, non merci...

sbourg ?

p grands fossés !

l'a déjà presque oublié. Mais pour ne pas revivre la même en tirer? Regard novice sur la politique internationale.

Balayons devant notre porte

La morale? Éric BIERIN, porte-parole du Secrétaire d'État au développement durable, la donne, en parlant du nimby planétaire qui a marqué le Sommet au fer rouge : « *Il est illusoire d'espérer que les copropriétaires de la planète se mettent efficacement d'accord sur leur avenir, quand ils disposent de présents aussi différents* ».

Il est clair qu'au lendemain de ce flop sud-africain, il est plus que temps de faire son autocritique, de balayer devant notre porte, de considérer Rio + 10 comme un électrochoc et non comme une grand-messe illuminée par les flashes des médias. Comme un détonateur salvateur et non comme une étoile filante, l'occasion de faire un joli vœu, tout aussi précieux qu'éphémère, puis de continuer sa route et de reprendre les activités qui avaient été mises en suspens.

Éduquer à la participation, consommer durable et équitable, annuler la dette des pays du Sud, arrêter les subsides aux producteurs du nord... La liste est encore longue des chantiers qui s'ouvrent devant nos pas. Pour ne pas pleurer dans 10 ans sur notre encore plus triste sort, pour ne pas retomber dans les mêmes fossés, il nous faut donc dès aujourd'hui montrer l'exem-



ple, suivre les conseils que l'on prône à qui veut l'entendre. Tant dans notre vie quotidienne que dans les sphères politiques.

Christophe DUBOIS
Journaliste SYMBIOSES
et délégué belge au Sommet de Johannesburg

Et l'éducation là-dedans ?

NON, le Sommet n'a pas été inutile. Tout d'abord on a poussé le bouchon du développement durable un peu plus loin dans les consciences collectives, on en a parlé beaucoup, débattu à foison. Tant mieux, en cela ce n'est pas perdu. Et que l'on ne m'avance pas l'argument du prix dépensé, c'est à peine le coût de quelques kilomètres d'autoroute.

Et oui, il y a très peu d'avancées. Sans faire de bilan analytique, je m'étonnerai juste d'un constat : dans les priorités politiques, l'éducation a été oubliée sur la route entre Rio et Johannesburg. Plus une nouvelle ligne n'a été tirée sur ce point à Rio + 10. Autre surprise : pas un Ministre belge communautaire (c'est-à-dire lié aux compétences de la culture et de l'enseignement) n'était présent ou représenté dans la délégation. Décision gouvernementale, délégation éléphanterque, pas compétents... Tous les arguments sont bons pour tenter de justifier cette absence. Aucun n'est valable.

À l'heure où l'on chante sur toutes les notes l'urgence de passer à l'action, « d'agir local », de penser citoyen, le rôle de l'éducation semblait pourtant incontournable. On ne change pas les comportements à coup de directives. Même si elles sont durables socialement, économiquement et environnementalement. Tout gouvernement qui, aujourd'hui, oserait se battre contre le dogme selon lequel user de notre voiture comme bon nous semble est une liberté inaliénable, organiserait le retour aux urnes dès le lendemain. Seule l'éducation peut vaincre les dogmes. Ou les renforcer. Nous le savons. Ils semblent l'avoir oublié.

Pour que notre action locale se renforce, pour que les ponts se tissent, pour que les cloisons tombent, pour que les projets naissent et grandissent, l'éducation à l'environnement en perspective d'un monde équitable, solidaire et responsable doit aussi être pensée et reconnue globalement. Elle doit faire l'objet d'investissement et de volonté politique. À court, moyen et long termes.

Ce sera le prix de la participation de demain... CD

